



attac Schweiz

association pour une taxation des transactions
financières et l'aide aux citoyen-ne-s

w w w . a t t a c . o r g

vous invite à l'atelier:

Educa tion e t Santé

à

l'Autre DAVO\$

dans le groupe de travail

AGCS:

**Le Service public
étranglé par l'OMC**

avec:

Marianne Hochuli

Déclaration de Berne, sur les négociations de l'OMC à Doha

Alessandro Pelizzari

ATTAC Suisse, sur les politiques de privatisations en Suisse

Geneviève de Rham

SSP-Vaud, sur les réformes dans le domaine de la santé

Ursi Urech

SSP-Zurich,

sur les réformes dans le domaine de l'enseignement

Samedi 26 janvier 2002, 11 Uhr 45,
Volkshaus de Zurich

Plus d'infos: www.otherdavos.net

Une conférence partenaire du

FORUM SOCIAL MONDIAL

de Porto Alegre

Contre la mondialisation marchande, développons le Service Public

Savez-vous ce que signifie le sigle AGCS? Non? C'est le cas de la plupart de nos concitoyens. Malgré le fait que l'Accord Général sur le Commerce des Service (AGCS) était au centre des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Doha (Qatar) en novembre dernier, il n'était qu'à peine mentionné dans les médias. Pourtant cet accord a des répercussions directes sur notre vie quotidienne. Les entreprises multinationales l'ont élaboré pour les gouvernements avec le but de privatiser pas à pas le service public. Cela veut dire concrètement pour l'avenir que:

- Des services public de base, tels l'éducation ou la fourniture d'eau deviennent des marchandises comme les autres. Toutes les expériences montrent que cela mène à terme à des hausses de prix et/ou à des problèmes de fourniture pour toutes (par exemple la fourniture de prestations

postales en Suisse). En particulier, les personnes à faible revenu ne peuvent plus se permettre des prestations de base, alors que les investisseurs privés en tirent profit.

- D'une perspective de développement social on passe à une approche purement marchande dans les services publics, par exemple dans l'éducation ou la santé. L'AGCS accélère un déplacement de pouvoir massif au profit des entreprises multinationales.

- Ces transformations profondes se décident sans débat public dans le cadre de l'OMC. Ce sont les principes démocratiques fondamentaux qui sont niés.

- Partout la privatisation des services publics va de pair avec une détérioration des conditions de travail du personnel. Sous la pression de la baisse des coûts (en personnel), s'accroissent le stress, l'insatisfaction et l'impossibilité de faire correctement son travail.

L'AGCS est une étape supplémentaire des politiques de

privatisation, qui constituent une des principales stratégies des entreprises multinationales. Les domaines de l'éducation et de la santé semblent être parmi les plus lucratifs pour des investisseurs futurs. La Banque Mondiale estime le marché annuel de la santé à 3'500 milliards de \$, celui de l'enseignement à 2'000 milliards de \$.

Dans de nombreux pays du Sud la population se bat contre ces évolutions. Mais ici aussi la résistance contre le bradage du service public se développe. Ainsi, lors du démantèlement brutal du réseau de bureaux de poste décidé l'année dernière de nombreuses protestations citoyennes et syndicales ont eu lieu. Aussi dans l'enseignement et la santé se renforcent les voix contre la marchandisation de l'école ou le rationnement des soins.

L'Autre Davos se veut être un lieu d'analyses et d'échange des expériences de lutte pour le service public.

